

La transition écologique va passer à la trappe

Olivier Passet, Xerfi, 17 juin 2020

[xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-La-transition-ecologique-va-passer-a-la-trappe_3748695.html](https://www.xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-La-transition-ecologique-va-passer-a-la-trappe_3748695.html)

La transformation écologique de nos économies a-t-elle vraiment une chance de sortir renforcée de la crise sanitaire que nous traversons ? L'idée a surgi avec celle du monde d'après. Puisque notre monde, hyperfluide et mobile, est disqualifié, il doit se réinventer. Le maintien du statu quo au nom du réalisme et de l'efficacité ne parvient plus à faire contrepoids au constat que les crises à répétition coûtent de plus en plus cher. Plus cher encore que la transformation écologique sans cesse différée. Puisque l'automobile, l'aéronautique, le pétrole, les trois industries phares du monde carbonée sont financièrement et industriellement à l'agonie, l'économie ne peut se réinventer que sur de nouveaux fondamentaux de mobilité. Puisque l'économie du remplissage extrême de la saturation des espaces (transport, tourisme, divertissement, etc.) est en première ligne de cette crise, elle ne peut se relancer que sur des modèles moins intensifs et plus qualitatifs. Et la logique de cet énoncé peut à elle seule emporter l'adhésion. Le monde d'après sera écolo, ou ne sera pas.

La crise a certes relancé les belles intentions. Et elle confirme que le *statu quo* court à la faillite financière. Mais nous a-t-elle mieux armés pour aborder l'enjeu de la transformation et en accélérer le rythme ?

Aucun pays n'est prêt à déclasser des pans entiers de son industrie

La transition écologique bute d'abord, on le sait, sur son impossible gouvernance mondiale. L'absence de synchronisation des pays, concernant l'harmonisation des normes, fait que la transformation écologique expose à un risque élevé de dégradation de la compétitivité. L'économie « bas carbone » est encore perçue comme étant à faibles rendements : moins parce que le coût des énergies renouvelables serait pénalisant, mais bien davantage du fait de la quantité de capital à déclasser, des secteurs moteurs auxquels il faudrait renoncer, de la masse des investissements auxquels il faut procéder pour augmenter l'efficacité énergétique des entreprises et des bâtiments ou encore des processus moins intensifs qui sous-tendent cette transformation. Aucune économie n'est prête aujourd'hui à déclasser massivement et isolément ses capacités automobiles, aéronautiques et que la plupart freinent à bouleverser leur mix énergétique. Et la baisse du prix des carburants héritée de la crise constitue une nouvelle désincitation pour opérer la bascule vers les énergies renouvelables. La violence inédite et le caractère synchrone de la crise qui ébranle le capitalisme mondial pourraient certes faire espérer une convergence des intérêts et un renforcement de la coopération. Mais le report du

G20, la crispation des relations sino-américaines et la réticence en Europe du Nord ou de l'Est à s'engager dans une stratégie de coopération (malgré les avancées budgétaires) montrent que la crise n'a en rien relancé le multilatéralisme.

Des enjeux toujours étroits de rentabilité financière

La transition bute aussi sur la prééminence des acteurs financiers dans la gouvernance des grandes entreprises. La crise sanitaire a certes fragilisé les entreprises, autrement dit le capital physique, en surcapacité, dégradé la rentabilité économique, etc. Mais paradoxalement, le capital dans sa dimension financière et les fonds qui en assurent la gestion ont bien résisté à la crise. C'est la conséquence des thérapies monétaires massives qui se déploient en temps de crise. L'horizon toujours prorogé de taux zéro a pour premier effet de maintenir la sphère financière en apesanteur. Et ce faisant, la gouvernance actionnariale traverse les crises, et avec elle, la focalisation des entreprises sur les enjeux étroits de rentabilité financière. Comment attendre d'un système de gouvernance qui n'a pas vocation à intégrer les externalités qu'il oriente les investissements dans le sens de la transition écologique ? Comment même espérer une inflexion alors que la fragilité financière des agents privés, ménages, comme entreprises, éloigne toute possibilité d'agir sur la fiscalité verte pour orienter les choix d'investissement ?

Relance verte : l'urgence s'accommode mal à la cohérence

Alors, certes, la crise a réhabilité l'interventionnisme public. Son rôle clé dans la sauvegarde du tissu productif lui donne droit au chapitre sur l'orientation stratégique des entreprises. La crise a aussi dynamité le carcan des règles d'endettement et de déficit. L'action publique de relance et la nécessité d'ancrer les créations d'emplois sur le territoire ouvrent la voie à des plans de relance verts, axés sur le véhicule électrique, le développement de nouvelles mobilités, la rénovation thermique, etc. Cette vitrine ne fait pas de doute. Mais cette action se fera aussi sous pression sociale. Les gouvernements seront jaugés sur leur capacité à restaurer l'emploi, carboné ou non, sur le territoire, à réparer la casse sociale, sur leur capacité à attirer les investisseurs, sur des critères non nécessairement écolos compatibles. L'urgence s'accommode mal à la cohérence. Dans la course de vitesse de restauration de nos économies, le vert ne sera qu'une composante parmi d'autres.

Jusqu'à quand, de surcroît, la fenêtre de permissivité financière sera-t-elle ouverte ? La transformation écologique a besoin de durée, de cohérence et de coopération. On peut rêver que la crise fasse catalyse, mais le plus probable est qu'elle produira de l'inconstance et de la cacophonie.